

QUATORZIEME CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS AYANT LE FRANÇAIS EN PARTAGE, KINSHASA LES 13 ET 14 OCTOBRE 2012

ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR MACKY SALL

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SENEGAL

Kinshasa, 13 Octobre 2012

Monsieur le Président Joseph Kabila KABANGE, Président du 14^{ème} Sommet,

Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Distinguées Première Dames,

Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie,

Madame la Directrice Générale de l'UNESCO,

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite d'abord remercier le Président Kabila et son Gouvernement pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité conviviale qui nous ont été réservés en terre congolaise.

Je salue également la contribution de la Suisse, Présidente sortante, à la mise en œuvre de notre agenda commun.

La Francophonie, on le sait, évoque toujours le souvenir de feu le Président Poète **Léopold Sédar**

Senghor, un de ses Pères fondateurs et ardent défenseur de la langue française et de la diversité culturelle.

En tant que Président nouvellement élu du Sénégal, je suis fier de rester fidèle, par ma présence à notre Sommet, à la mémoire de mon illustre compatriote.

Je voudrais en même temps rendre un vibrant hommage à notre Secrétaire Général, le Président Abdou Diouf, pour son apport précieux à la construction de la Francophonie institutionnelle ; une Organisation structurée et réactive, qui marche au rythme de son temps.

Le thème de notre Sommet, « *Francophonie, enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale* », en témoigne éloquemment.

Au cœur de l'Afrique centrale, une des plus grandes réserves de la biodiversité mondiale, menacée par les aléas du changement climatique, il y a du bon sens à réfléchir sur les moyens de satisfaire les besoins du développement et de protéger l'environnement dans l'intérêt des générations actuelles et futures.

En juin dernier à Rio, nous avons pu constater combien le chemin était encore long et ardu pour atteindre cet objectif.

Une autre gouvernance des affaires du monde s'impose pour inverser les tendances négatives.

Je renouvelle à cet égard le soutien du Sénégal à la proposition française pour la création d'une Organisation mondiale de l'Environnement basée en Afrique. Un cadre institutionnel rationalisé offre en effet les meilleures conditions d'une gestion cohérente et intégrée des défis environnementaux.

Et quoi de plus juste, que l'Afrique, Continent le plus durement affecté par les effets des changements climatiques alors qu'il contribue le moins à l'émission de gaz à effet de serre, puisse abriter cette Organisation.

Pour nous, pays en retard sur le processus de développement, le souci de protection de l'environnement doit aussi aller de pair avec l'investissement massif dans les secteurs prioritaires qui fondent la prospérité des Nations : à savoir l'agriculture, l'énergie et les infrastructures.

Chers Collègues,

Mesdames et Messieurs,

Notre Sommet se tient au moment où le Mali, un des nôtres, reste soumis par des groupes terroristes à un projet totalitaire dont l'ambition est de s'étendre aux autres pays de la sous-région et de s'attaquer aux intérêts étrangers.

La crise qui affecte le Nord Mali est une menace pour la paix mondiale et la négation même des valeurs universelles d'humanisme, de liberté et de respect de la diversité que porte la Francophonie.

Voilà pourquoi le Sénégal souhaite que notre Organisation soutienne les efforts que déploient la CEDEAO et l'Union Africaine pour aider le Gouvernement malien à recouvrer son territoire occupé, dans le cadre d'un mandat du Conseil de Sécurité et mener à bien le processus de retour à la légalité constitutionnelle.

C'est l'exigence de la Déclaration de Bamako de novembre 2000 ; car ne l'oublions pas, **la Francophonie de la langue et de la culture fait corps et âme avec la Francophonie des valeurs de démocratie, de liberté et des droits de l'homme.**

De notre adhésion commune à ces valeurs, naît une double obligation : obligation de solidarité, et obligation de partage pour que l'espace francophone, dans son ensemble, puisse enfin **poser sur l'idéal de démocratie un regard serein et apaisé, à la fois dans les textes et dans la pratique.**

Il est vrai que de par son histoire et ses particularités, chaque pays, chaque peuple, est en lui-même un monde à part. Il est tout aussi vrai que de par les valeurs universellement partagées, chaque pays, chaque peuple, est aussi une partie du monde à laquelle ces valeurs s'appliquent indifféremment.

Et quand on a des valeurs en partage, comme celles de la Francophonie, il doit être possible « *d'aller à l'idéal et de comprendre le réel* » pour reprendre Jean Jaurès.

Pour notre part, et je le dis sans prétention aucune, lorsque l'année dernière, la longue tradition démocratique sénégalaise a failli être déviée de sa trajectoire, il a fallu le courage et la maturité du peuple sénégalais, de sa classe politique, de sa société civile et de toutes ses forces vives pour la remettre dans le bon sens à travers un scrutin libre, transparent et incontestable.

Mais nous n'avons pas été seuls dans cette aventure.

Des pays et Organisations amis nous ont accompagnés à toutes les étapes du processus, notamment la réforme de nos instruments électoraux, l'observation des deux tours du scrutin et l'évaluation post électorale.

Ce partenariat, nous l'avons voulu et vécu comme une manifestation de solidarité répondant aux aspirations du peuple sénégalais d'améliorer ses performances démocratiques et de les porter à un point de non retour.

Une des leçons que nous retenons de notre propre expérience, c'est qu'en Afrique comme ailleurs, l'idéal de démocratie, comme mode de dévolution du pouvoir, ne peut se construire et prospérer sur la stratégie du « *tout ou rien* ».

Il est possible, en Afrique comme ailleurs, de surmonter les divergences et de bâtir, par-dessus les intérêts partisans, les fondements consensuels d'une démocratie apaisée ; voire d'un partage du pouvoir autour d'une convergence d'idées et d'actions, pour la stabilité politique et au développement économique et social.

Le Sénégal est en tout cas disposé à partager avec notre Organisation et les pays qui le souhaitent l'expérience tirée de sa pratique électorale comme contribution à la réalisation de nos idéaux communs.



[Revenir](#)